

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Les-vraies-raisons-de-la-guerre.html>

Les vraies raisons de la guerre déclenchée par l'impérialisme contre la Libye en mars 2011

- Actualité politique internationale -

Publication date: dimanche 18 avril 2021

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Dix ans ont passé depuis que les impérialistes français, américains et anglais, principalement, avaient décidé en mars 2011 de tuer le président de la Djamahiriya Libyenne pour s'emparer des richesses pétrolières de son pays en s'appuyant sur des groupes islamistes. Pour se débarrasser aussi d'un régime qui les gênait en Afrique et dans le monde arabe.

On pouvait aimer ou ne pas aimer Maamar Al Kaddafi, le critiquer sur nombre de décisions irréfléchies. On pouvait ne pas avoir oublié qu'il avait intercepté en 1971 l'avion qui transportait les officiers progressistes soudanais opposés à la dictature du général soudanais Noumeyri et qu'il les ait livrés pour être pendus par ce potentat qui se transformera en chef de gang islamiste. Kadhafi fut un représentant typique de la petite-bourgeoisie confrontée à la domination impérialiste, capable, en raison de son instabilité économique, de rechercher l'appui des classes prolétarisées quand elle combat cette domination, comme de les mettre dans une camisole de force, voire de les trahir lorsqu'elle fait sa reddition.

Ce fut un Africain convaincu qui mit l'Afrique au premier rang de ses préoccupations pour tenter de créer un front uni face à une domination impérialiste s'exerçant sur les peuples de façon plus efficace par la combinaison de méthodes violentes directes et de méthodes indirectes fondées sur l'assujettissement financier.

Kadhafi a apporté une aide substantielle à la lutte du peuple sud-africain contre le système de ségrégation raciale de l'Apartheid instauré par la minorité des colons blancs. Le mouvement anti Apartheid a été symbolisé par les longues années passées en prison par le leader Nelson Mandela, cet Africain qui a catalysé les luttes du peuple noir pour se débarrasser de l'humiliation de l'apartheid. C'est pour cela qu'à peine libéré de ses 27 ans passés dans les geôles des racistes de l'Afrique du Sud, Nelson Mandela décide de rompre l'embargo des Nations Unies contre la Libye en rendant visite à ce pays après sa sortie de prison. Il avait même donné une réponse cinglante à l'ancien président américain Bill Clinton qui avait qualifié cette visite de « *malvenue* ». Il s'insurgea : « *Aucun Etat ne peut s'arroger le rôle de gendarme du monde, et aucun Etat ne peut dicter aux autres ce qu'ils doivent faire* ». Il ajouta : « *ceux-là qui hier étaient les amis de nos ennemis, ont aujourd'hui le toupet de me proposer de ne pas visiter mon frère Kadhafi, ils nous conseillent d'être ingrats et d'oublier nos amis d'hier* ».

Une des causes qui a provoqué cette fureur démentielle contre le président libyen, c'étaient ses projets pour desserrer le noeud coulant de la dépendance de l'Afrique.

C'est le président de la Djamahiriya Libyenne qui offre à toute l'Afrique sa première vraie révolution des temps modernes : assurer la couverture universelle du continent pour la téléphonie, la télévision, la radiodiffusion et de multiples autres applications telles que la télémédecine et l'enseignement à distance. Pour la première fois, une connexion à bas coût devient disponible sur tout le continent, jusque dans les zones rurales grâce au système par pont radio WMAX. L'histoire démarre en 1992 lorsque 45 pays africains créent la société RASCOM pour disposer d'un satellite africain et faire chuter les coûts de communication sur tout le continent. Téléphoner de et vers l'Afrique est alors le tarif le plus cher au monde, parce qu'il y avait un impôt de 500 millions de dollars que l'Europe encaissait chaque année sur les conversations téléphoniques même à l'intérieur d'un pays africain, pour le transit des voix sur les satellites européens comme Intelsat. Un satellite africain coûtait juste 400 millions de dollars payable une seule fois. Il soustrayait l'Afrique à la dîme des 500 millions de location par an. Ce n'est pas tout, c'est en 2006 que Kadhafi met fin au supplice de la mendicité aux prétendus bienfaiteurs occidentaux pratiquant des prêts à un taux usuraire. Le président libyen a ainsi mis sur la table 300 millions de dollars, la Banque Africaine de Développement a mis 50 millions, la Banque Ouest Africaine de Développement, 27 millions et c'est ainsi que l'Afrique a depuis le 26 décembre 2007 le tout premier satellite de communication de son histoire. Dans la foulée un autre projet incroyable est envisagé. La Chine et la Russie s'y sont mises, cette fois en cédant leur technologie et ont permis le lancement de nouveaux satellites, sud-africain, nigérian, angolais, algérien et même un deuxième satellite africain est lancé en juillet 2010.

Les vraies raisons de la guerre déclenchée par l'impérialisme contre la Libye en mars 2011

Mais ce qui a fait déborder le vase, c'est lorsque le dirigeant libyen s'en est pris au franc CFA. Cet acronyme signifiait à sa création en 1945 « Franc des Colonies Françaises d'Afrique » une expression qui en disait long sur la dépendance monétaire de ces pays. Pour dorer la pilule lorsqu'il fut ébranlé par les luttes anticolonialistes, l'impérialisme français dut changer le sens des lettres tout en conservant l'acronyme et son contenu de façon à perpétuer sa domination. Il s'appellera désormais « franc de la Communauté Financière Africaine ». En réalité, le franc CFA est géré par le Trésor français, dépendant ainsi directement de la volonté de l'exécutif politique de l'oligarchie financière française. Un projet insupportable pour la France et les USA qui vont tout faire pour le saborder.

C'est le gentil Obama en personne, que la ploutocratie occidentale loue à tout bout de champ, le faisant passer pour un homme de paix, qui va se permettre de saisir 30 milliards de dollars appartenant à la banque centrale Libyenne prévus pour la contribution libyenne à la finalisation de la fédération africaine de 3 projets phares des banques africaines dont la création dès 2011 du Fonds monétaire africain qui devait signer la fin du franc CFA grâce auquel la France à la mainmise sur une quinzaine de pays africains depuis plus de 50 ans. En fait ce sont plus de 200 milliards de dollars des fonds souverains libyens dont le gel avait été unilatéralement décidé par les Etats agresseurs qui seront confisqués sans que plus aucune institution internationale n'évoque à jour ce hold up. Laurent Gbagbo président de la Côte d'Ivoire était d'accord avec Kadhafi pour une monnaie africaine. Ça n'a pas traîné, sur ordre de Sarkozy l'armée française avec la complicité de ONU va l'arrêter et le faire comparaître devant la Cour Pénale Internationale. Elle applique la décision des grandes puissances de considérer que l'élection présidentielle avait été gagnée par Alassane Ouattara, l'homme lige à la fois de la France à fric et du FMI.

Le Président de la Libye, Mouammar Kadhafi a fait perdre aux pays impérialistes, pas seulement 500 millions de dollars par an mais les milliards de dollars de dettes et d'intérêts que cette même dette permettait de générer à l'infini et de façon exponentielle et de remplir les poches des ploutocrates, contribuant ainsi à entretenir le système occulte pour dépouiller l'Afrique.

C'est bien pour ces raisons que les puissances impérialistes vont se déchaîner sauvagement contre la Libye et son président.

Pour liquider Kadhafi, ils écraseront la Libye de bombes avec toute l'armada des forces de l'OTAN. Pour justifier cette intervention honteuse, ils vont manigancer, comme ils l'ont fait en Irak, sous prétexte d'un massacre imaginaire dans la ville de Benghazi exécuté par des bombardements de l'aviation du président libyen. Et dans une véritable mise en scène comme dans un film, ils vont diffuser de partout dans un véritable tintamarre médiatique, des images terribles, montrant des morts, des blessés en sang allongés au sol, des femmes en pleurs tenant leurs enfants couverts de sang et des gens qui courent dans tous les sens. Couvrant le président libyen des noms les plus abjects. Il s'est avéré que les gens en sang étaient recouverts de mercurochrome. Qu'à cela ne tienne, ils vont réunir en urgence le conseil de sécurité de l'ONU et pondre une résolution approuvée par la totalité des membres du conseil, 5 abstentions dont la Russie et la Chine.

Cette résolution plus qu'ambiguë, réaffirme pourtant, la ferme attachement de l'ONU à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de la Djamahiriya Arabe Libyenne. Elle prévoit une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Libye et l'usage de tous les moyens nécessaires pour soi-disant protéger les populations civiles à l'exception de forces d'occupation étrangères. De plus, elle n'autorise pas à effectuer des frappes aériennes.

Les dirigeants des puissances impérialistes n'en demandaient pas plus. Il leur suffisait un accord de l'ONU, quelqu'en soit le contenu, pour lancer la démoniaque opération militaire de l'OTAN prévue de longue date. Ainsi la France, le Royaume Uni, les USA du gentil Obama, les pays du Golfe, la Turquie d'Erdogan, le Qatar et d'autres vont participer à un véritable massacre contre le peuple libyen. Pour faire sortir le président Kadhafi, ils raseront la ville de Syrte avec ses habitants. Ils l'assassineront en direct devant les caméras. On compare la ville de Syrte à la ville de Guernica en Espagne rasée de la même façon sous les bombes de l'Allemagne nazie.

La suite on la connaît, en guise de protection des populations civiles, c'est un triste bilan des maîtres chanteurs de l'OTAN, entre 250 000 et 360 000 morts en Libye, près de 80% à 90% sont des civils. Ce fut un véritable bain de sang et malheureusement la suite est encore plus dramatique. Le pays est en ruines et plongé dans un chaos généralisé. Les puissances impérialistes se sont jetées comme des rapaces enragés sur un cadavre encore chaud pour se partager le gâteau. C'est à celui qui vole le plus de richesses. Le dépeçage de la Libye est total, le pays n'existe plus en tant que pays, sa souveraineté est bafouée sans vergogne. Des gangsters qui se battent comme des chiffonniers se sont accaparés du pays tout entier.

D'un pays autrefois prospère, avec le plus haut indice de développement humain en Afrique, la Libye, un pays sans dette, sans chômeurs, riche en pétrole où des centaines de milliers de migrants économiques travaillaient. Évidemment ces migrants ont été jetés à la rue, sans rien, du jour au lendemain. Deux clans se sont disputés le pays, celui dirigé par un général fait prisonnier au Tchad dans les années 1980, providentiellement libéré pour aller se réfugier aux USA, remis sur scène en 2011, soutenu par l'impérialisme français, l'impérialisme russe, l'Égypte sous tutelle américaine et les Émirat Arabe Unis. C'est le maréchal Khalifa Haftar. Il contrôle la ville de Sebha point nodal pour tous les trafics et la sécurisation des infrastructures militaires et surtout une grande partie des champs pétrolifères de Sharara. Il se présente depuis le début de la crise libyenne comme le garant de la stabilité du pays et de la lutte contre les intégristes. L'autre clan, c'est un gouvernement d'union nationale (qui n'a d'union que le nom) dirigé depuis 2016 par Fayez Al-Sarraj et reconnu par la « communauté internationale », expression galvaudée regroupant les USA, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et leur féaux, le tout ne représentant qu'une minorité de la population mondiale mais disposant de milliers de bases disséminées un peu partout. Il est soutenu par la Turquie. Il bénéficie de facto de l'appui de l'OTAN et des USA. Ces derniers ont un pied dans chacun des deux clans.

La lutte entre ces deux clans qui a provoqué des milliers de morts n'est pas près de s'arrêter, d'autant que le peuple libyen est complètement ignoré par ces chiens enragés qui ont détruit le pays. Sous la pression des Etats impérialistes qui ont fini par trouver un compromis entre eux sur le partage « équitable » des richesses libyennes, les différentes factions libyennes ont dû se plier pour constituer récemment un exécutif de transition. Un premier ministre et un conseil présidentiel de 3 membres ont été désignés par 75 chefs de factions libyens début février à Genève lors d'une réunion tenue sous la direction de l'ONU pour mettre en place un gouvernement transition. L'une de ses tâches sera d'organiser des élections le 24 décembre prochain. Le premier ministre s'est rendu peu après chez Erdogan qui avait mis des troupes à la disposition du « gouvernement d'union nationale » puis en Egypte dont le rôle militaire à l'ouest du pays n'est pas à prendre à la légère. Familier des coups tordus, convoitant le pétrole contenu sous les zones maritimes libyennes que Fayez al Sarraj lui avait cédées au mépris des intérêts du peuple libyen, Erdogan acceptera-t-il de retirer ses troupes, une des missions du gouvernement de transition qui doit convaincre toutes les troupes et toutes les milices étrangères de quitter le territoire libyen ? Le calvaire du peuple libyen n'est pas prêt de prendre fin tant les enjeux liés au contrôle du pétrole et du gaz poussent les monopoles oligarchiques de toutes nationalités à tous les crimes. Tant aussi que la fin de l'utilisation de la Libye comme instrument de déstabilisation de la région et prétexte aux ingérences ne figure pas dans l'agenda des Etats impérialistes.

Ces dirigeants des puissances impérialistes, qui n'en sont pas à leur coup d'essai dans les massacres de peuples, (Irak, Afghanistan, Syrie et d'autres) sont responsables d'un crime abominable contre l'humanité en Libye. Ils doivent être jugés par la Cour Pénale Internationale (CPI).

Le peuple libyen a un seul recours, l'union face aux puissances qui l'ont dévasté, la lutte contre tous ces vampires qui ont mis le pays au bord du gouffre et les dégager une fois pour toute afin de construire une autre société de justice sociale et de bien-être des masses populaires. En un mot une société dont les patriotes les plus avancés ne peuvent garantir la solidité sans se donner pour perspective la création des conditions de la construction du socialisme.

Lies Sahoura